

ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES

« S'il est bien une armée qui suscite admiration, critiques, débat et polémiques dans nos sociétés surmédiatisées et notre monde en pleine recomposition géopolitique, c'est bien celle de l'État d'Israël. Il suffit de consulter les sites de dialogue sur Internet à l'occasion de chaque intervention de l'armée israélienne pour s'en convaincre. Il était donc utile et courageux de publier une étude consacrée à l'évolution sociologique de cette armée spécifique, mieux connue sous l'acronyme de *Tsahal* ».

Pierre Razoux

Préface de Pierre RAZOUX

Quelle nation en armes ?

Alain DIECKHOFF

Les rapports entre pouvoir civil et pouvoir militaire en Israël ?

Interview d'Ilan GREILSAMMER par Caroline VERSTAPPEN

La minorité druze dans l'armée israélienne

Camille LORETTE

Entre le Glaive et le Livre : la place et le rôle des soldats nationaux-religieux au sein des Forces de défense d'Israël

David KHALFA

Montrer la guerre asymétrique ? L'exemple de la communication israélienne (2000-2009)

Marc HECKER et Thomas RID

Tsahal face au défi de la seconde Intifada

Samy COHEN

Les doctrines de dissuasion d'une puissance atypique : Israël

Nicolas TÉNÈZE

La défense israélienne face au 'dynamic security concept' : une perception européenne

Caroline DU PLESSIX

Un regard sur l'armée israélienne

Interview du Général (2S) Bertrand BINNENDIJK par Caroline DU PLESSIX



IRSEM
École Militaire
21, place Joffre - 75007 Paris
<http://www.irsem.defense.gouv.fr>
ISSN : 2109-9936

Impression : SGA/SPAC

ÉTUDES DE L'IRSEM N°3 - MAI 2010 - ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES

ÉTUDES DE L'IRSEM

MAI 2010 - N°3

ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES

GÉNÉRAL BERTRAND BINNENDIJK,
SAMY COHEN, ALAIN DIECKHOFF,
CAROLINE DU PLESSIX, ILAN GREILSAMMER,
MARC HECKER, DAVID KHALFA, CAMILLE LORETTE,
PIERRE RAZOUX, THOMAS RID, NICOLAS TENEZE



ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES

GÉNÉRAL BERTRAND BINNENDIJK
SAMY COHEN
ALAIN DIECKHOFF
CAROLINE DU PLESSIX
DAVID KHALFA
ILAN GREILSAMMER
CAMILLE LORETTE
MARC HECKER
THOMAS RID
NICOLAS TENEZE

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document
n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière
une position officielle du ministère de la défense.

SOMMAIRE

Préface de Pierre RAZOUX.....	7
Quelle nation en armes ?	15
Alain DIECKHOFF	
Les rapports entre pouvoir civil et pouvoir militaire en Israël.....	33
Interview d'Ilan GREILSAMMER par Caroline VERSTAPPEN	
La minorité druze dans l'armée israélienne	41
Camille LORETTE	
Entre le Glaive et le Livre : la place et le rôle des soldats nationaux-religieux au sein des Forces de défense d'Israël	61
David KHALFA	
Montrer la guerre asymétrique ? L'exemple de la communication israélienne (2000-2009)	117
Marc HECKER et Thomas RID	
<i>Tsahal</i> face au défi de la seconde <i>Intifada</i>	137
Samy COHEN	
Les doctrines de dissuasion d'une puissance atypique : Israël	167
Nicolas TENEZE	
La défense israélienne face au 'dynamic security concept' : une perception européenne.....	187
Caroline DU PLESSIX	
Un regard sur l'armée israélienne	203
Interview du Général (2S) Bertrand BINNENDIJK par Caroline DU PLESSIX	
Les auteurs	219

MONTRER LA GUERRE ASYMÉTRIQUE ? L'EXEMPLE DE LA COMMUNICATION ISRAËLIENNE (2000-2009)

Un spécialiste israélien des questions de défense, connu pour son sens de la provocation, s'est exclamé en avril 2008: « Nous n'avons pas besoin de *Dover Tsahal* : les F-16 peuvent faire passer des messages »¹. Quelques mois plus tard, lors de l'opération « *Plomb durci* », alors que les F-16 israéliens bombardaient la bande de Gaza, les images diffusées sur Internet par *Dover Tsahal*, le service de communication de l'armée israélienne, faisaient le tour du monde, démentant partiellement les propos de ce spécialiste et apportant une preuve supplémentaire de l'attention croissante portée par les armées modernes à la communication.

La communication a pourtant longtemps été considérée comme secondaire en Israël, tant par les chefs d'état-major que par les dirigeants politiques², en vertu de la maxime de Shimon Pérès :

1. Propos tenus lors d'une conversation informelle à Paris le 15 avril 2008.
2. Certains considèrent l'année 1991 comme le point de départ de changements progressifs. D'une part,

« Les bonnes politiques font les bonnes relations publiques : elles parlent d'elles-mêmes »³. Cette maxime peut d'ailleurs être inversée : la moindre erreur peut se transformer en catastrophe médiatique, surtout dans un pays où le nombre de journalistes étrangers par kilomètre carré atteint des records. Au début de la première *Intifada*, 942 journalistes étrangers étaient enregistrés auprès du *Government Press Office* (GPO)⁴. Pour comparaison, dans les sept premiers mois de l'année 2002, le GPO avait accordé 3 500 cartes de presse de trois mois et renouvelé 1 000 cartes valables pour une plus longue période⁵.

Cet article expose l'évolution erratique de la communication institutionnelle israélienne depuis le début de la deuxième *Intifada* et analyse quelques événements marquants de l'histoire récente de *Tsahal* à l'instar du désengagement de la bande de Gaza, de la guerre de 2006 et de l'opération « *Plomb durci* ».

De l'« affaire Al Dura » à Jénine : quel degré d'ouverture du champ de bataille ?

A peine la deuxième *Intifada* commencée, les Israéliens sont confrontés à une première crise médiatique. Le 30 septembre 2000, Mohamed Al-Dura, 12 ans, est tué dans la bande de Gaza. Les images de sa mort font le tour du monde. Il serait trop long de rappeler l'intégralité de la controverse et de la bataille médiatique déclenchée par la mort de Mohamed Al-Dura⁶. Les conséquences qu'en a tirées l'armée israélienne en matière de communication et d'accès au terrain des journalistes, nous intéressent davantage ici.

Si les images de la mort de Mohamed al-Dura ont été diffusées originellement sur *France 2*, le correspondant en Israël de la chaîne,

Nachman Shai a démontré pendant la guerre du Golfe qu'une personne ne venant pas du milieu du renseignement pouvait faire un bon porte-parole de *Tsahal*. D'autre part, c'est en 1991 que le général de division aérienne, Eitan Ben Eliahu, a signé un article dans la revue militaire *Ma'arachot* dans lequel il mettait notamment l'accent sur la dimension médiatique de la guerre. Cf. Amotz Asa-El, "The IDF's PR : What Went Wrong ?", *The Jerusalem Post*, 15 février 2007.

3. Emmanuel Navon, "Soft Powerlessness : Arab Propaganda and the Erosion of Israel's International Standing", Working Paper submitted for the Herzliya Conference, 21-24 janvier 2006, p. 33.
4. Ron Schleifer, *Psychological Warfare in the Intifada: Israeli and Palestinian Media Politics and Military Strategies*, Brighton, Sussex Academic Press, 2006, p. 106.
5. Stephanie Gutmann, *The Other War. Israelis, Palestinian, and the Struggle for Media Supremacy*, San Francisco, Encounter Books, 2005, p. 250.
6. Voir, par exemple, à ce sujet, Adi Schwartz, "In the Footsteps of the Al-Dura Controversy", *Haaretz*, 4 novembre 2007 et James Fallows, «Who Shot Mohammed al-Dura ? », *The Atlantic Monthly*, juin 2003.

Charles Enderlin, ne se trouvait pas sur les lieux du drame. Les images ont été tournées par un cameraman palestinien, Talal Abou Rahma. Pour les officiels israéliens, Mohamed al-Dura s'est trouvé au mauvais endroit au mauvais moment. Il a été pris dans un échange de tirs entre des combattants palestiniens et des soldats de *Tsahal*. D'après les autorités israéliennes toujours, les images de Talal Abou Rahma ne permettent pas de prouver que ce sont les soldats qui ont tué l'enfant. A l'inverse, elles ne prouvent pas non plus que les tirs dont a été victime Mohamed al-Dura provenaient des combattants palestiniens. Les officiels israéliens ont donc réagi avec prudence en déclarant, dans un premier temps, qu'une enquête était en cours pour déterminer l'origine des tirs. La commission d'enquête israélienne – critiquée pour son manque d'objectivité, Yom Tov Samia étant à la fois le responsable de l'enquête et le général commandant le secteur de Gaza⁷ – a conclu que les balles ayant tué Mohamed al-Dura ne pouvaient pas provenir des soldats de *Tsahal*. En termes de communication, les officiels israéliens ont tiré deux conclusions de l'« affaire al-Dura »: 1) les journalistes et techniciens palestiniens sont susceptibles de manipuler l'opinion et il n'y a donc pas de raison de faciliter leur travail en leur accordant des cartes de presse 2) le fait d'avoir uniquement des journalistes palestiniens sur le théâtre des opérations est la pire des solutions. Deux autres possibilités sont envisageables : soit interdire l'accès à toute personne munie d'une caméra ou d'un appareil photo, soit autoriser la présence de journalistes israéliens et étrangers.

Dans les faits, l'armée israélienne a alterné entre ces deux options jusqu'à la bataille de Jénine. Au début de l'année 2002, *Tsahal* multiplie les incursions dans les camps de réfugiés, en réponse aux attentats-suicides commis par des Palestiniens (seize attentats-suicides du 16 février au 1^{er} avril 2002). La politique adoptée est d'abord le *black-out*. Les journalistes sont purement et simplement maintenus à l'écart. Les pressions exercées par les différents organes de presse et l'idée qu'un reportage puisse avoir un effet positif si l'angle d'approche du journaliste est contrôlé encouragent les responsables militaires à mettre en place des *pools*. Le marché établi avec les reporters est le suivant : *Tsahal* accepte d'« embarquer » quelques journalistes en opération. Les journalistes choisis

7. Gutmann Stephanie, op. cit., p. 61. Sur Yom Tov Samia, voir Samy Cohen, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Paris, Seuil, 2009, p. 143.

s'engagent, en contrepartie, à partager leurs images avec leurs collègues qui n'ont pas été retenus pour le *pool*, faute de place. De plus, toutes les images doivent être approuvées par le porte-parole de *Tsahal* avant d'être diffusées⁸.

Au final, journalistes et militaires se retrouvent débordés par l'afflux d'images. A la mi-mars, l'incident redouté par les officiers de presse se produit : un reportage non filtré et violent est diffusé lors du journal du soir de la deuxième chaîne. Ce reportage montre une incursion israélienne dans une maison du camp de réfugiés de Al-Ayida. La porte de la maison est forcée à l'aide d'explosifs. Une mère de famille, qui se trouve derrière la porte, est tuée dans l'explosion⁹. La diffusion du reportage suscite un tollé au sein de l'armée et certains officiers supérieurs se tournent vers le bureau du porte-parole de l'armée pour demander des comptes¹⁰. Le résultat ne se fait pas attendre : le ministre de la défense, Binyamin Ben Eliezer, suspend immédiatement les *pools*.

Le retour à une politique de *black-out* signifie qu'officiellement les journalistes, comme tous les civils, sont interdits d'accès aux zones bouclées. En pratique, les reporters essaient de contourner les *check points* et réussissent souvent à pénétrer dans les zones interdites, à leurs risques et périls. Le 3 avril commence la bataille de Jénine. Le *black-out* est total. Les combats font rage dans d'autres villes de Cisjordanie, notamment à Naplouse. Le 8 avril, Aviv Lavie écrit un article dans *Haaretz* dans lequel il dénonce le manque de communication de l'armée. Pour atténuer la pression des journalistes, le porte-parole de *Tsahal* a organisé la veille un tour pour les reporters spécialisés sur les questions de Défense. Mais au lieu de conduire les journalistes à Jénine ou Naplouse, l'équipe de *Dover Tsahal* a dirigé le groupe vers la région de Tulkarem, renforçant le mécontentement de certains professionnels des médias¹¹.

Le *black-out* imposé sur Jénine se montre contre-productif. Les rumeurs enflent. Certains parlent de 500, voire de 3 000 morts. Le terme « génocide » fait son apparition. Pour contrer la rumeur, *Tsahal* organise un déplacement de spécialistes des questions militaires.

8. Lavie Aviv, "Trying to Buck the News Blackout", *Haaretz*, 18 mars 2002.

9. Contenta Sandro, "Israel Bans TV Crews from Filming Army Raids", *The Toronto Star*, 21 mars 2002.

10. Lavie Aviv, "Trying to Buck the News Blackout", *Haaretz*, 18 mars 2002.

11. Lavie Aviv, "Beyond the Hills of Darkness", *Haaretz*, 8 avril 2002.

En l'occurrence, il ne s'agit pas de journalistes mais d'attachés de défense étrangers, en poste en Israël. À défaut d'apaiser l'opinion publique, les attachés de défense peuvent au moins donner aux chancelleries une appréciation plus réaliste du bilan des combats¹². Les premiers journalistes accompagnés par une équipe de *Dover Tsahal* ne pénètrent dans Jénine que le 14 avril, bien trop tard selon Jacob Dalal, qui a travaillé pour le porte-parole de l'armée et qui faisait partie de cette équipe. Pour lui, « Israël a retenu une leçon importante de Jénine en matière de relations publiques : dans un conflit de basse intensité, il faut donner à la presse un accès maximal au terrain »¹³.

Exclure certains journalistes ?

Jusqu'en 2002, le *Government Press Office* (GPO), organe chargé, entre autres, d'accorder les cartes de presse, n'affichait pas de réelle velléité de freiner l'afflux de journalistes. Au cours de l'année 2002, la politique du GPO se durcit. L'attribution des cartes de presse devient plus stricte et, surtout, le GPO décide de cesser sa collaboration avec les journalistes considérés comme anti-israéliens¹⁴.

En octobre 2002, le chef du GPO, Danny Seaman, accorde un entretien à *Kol Ha'Ir*¹⁵. Il se montre très dur envers la presse étrangère, dénonçant sa partialité. Il affirme que certains médias étrangers embauchent des journalistes et des techniciens palestiniens « sur instruction directe de l'autorité palestinienne ». Il accuse trois journalistes – sans les citer – de s'être coordonnés avec Marwan Barghouti et d'avoir été prévenus à l'avance de certaines attaques. Voilà qui explique pourquoi, au début de l'année 2002, le GPO a refusé de renouveler les accréditations de la plupart des journalistes palestiniens¹⁶. Cette mesure n'empêche pas, dans les faits, les organes de presse étrangers de continuer leur coopération avec les reporters palestiniens, les informations pouvant par exemple être transmises par téléphone portable, même en cas de bouclages militaires¹⁷. Les grandes agences de presse se voient en revanche contraintes, à terme, d'ouvrir des

12. Entretien avec un ancien attaché de Défense, 29 janvier 2008 et avec un ancien diplomate, 18 février 2008.

13. Dallal Jacob, "Bad Information. The Lesson of Jenin", *The New Republic*, août 2005.

14. Leibovich-Dar Sara, "In the Eye of the Beholder", *Haaretz*, 24 février 2002.

15. L'article de *Kol Ha'Ir* a été repris sur le site suivant : www.israelnewsagency.com/cantspell.html.

16. Gutmann Stephanie, op. cit., p. 254.

17. Entretien avec l'ancien chef du bureau Moyen-Orient d'un média canadien, Paris, 21 février 2008.

bureaux dans les territoires palestiniens, les journalistes provenant de ces territoires ne pouvant plus se rendre quotidiennement au bureau central de Jérusalem. L'Agence France Presse dispose ainsi aujourd'hui d'antennes à Gaza, Ramallah, Tulkarem, Hébron et Qalqilya¹⁸.

Danny Seaman soutient également que la presse européenne a une responsabilité dans la recrudescence de l'antisémitisme qui frappe alors le continent européen. Il cite quatre journalistes jugés particulièrement partiaux : Suzanne Goldberg du *Guardian*, Lee Hockstader du *Washington Post*, Sandro Contenta du *Toronto Star* et Gillian Findlay de ABC. « Nous les avons tout simplement boycottés », affirme-t-il. « Nous n'avons pas révoqué leur carte de presse car c'est un pays démocratique. Mais au nom de cette même valeur [la démocratie], j'ai aussi le droit de ne pas travailler avec eux. Les comités éditoriaux ont reçu le message et ont remplacé ces gens. Quand le *Washington Post* a vu qu'un plus petit journal, comme le *Baltimore Sun*, recevait des informations exclusives, il a compris qu'il y avait un problème ».

Les propos de Danny Seaman scandalisent les organes de presse étrangers¹⁹. Dans les mois qui suivent, les relations entre les journalistes étrangers et le GPO ne s'améliorent pas. En 2003, l'association de la presse étrangère lance un appel pour récolter les doléances des journalistes étrangers présents en Israël. En quelques jours, une trentaine de réponses est reçue. Un des points critiques pour les reporters est visiblement le passage des frontières, certains allant jusqu'à parler de « harcèlement officialisé »²⁰. La confrontation entre la presse étrangère et le GPO prend aussi une tournure judiciaire, plusieurs affaires remontant jusqu'à la Cour suprême²¹.

Le prix d'une image

Faciliter le travail des journalistes « objectifs » et entraver l'action de ceux jugés partiaux n'est pas suffisant pour obtenir une couverture médiatique positive. Certaines actions de l'armée produisent des situations choquantes qui, si elles ne sont pas

18. Entretien avec un journaliste de l'AFP, réalisé à Jérusalem le 13 mars 2008.

19. "Seaman Lets it Slip. Israel's Bully Has Nothing to Boast about", *The Guardian*, 17 octobre 2002.

20. Balint Anat, "Let the Journalists Suffer", *Haaretz*, 21 juillet 2003.

21. "Israel Supreme Court Orders GPO to Accredit Palestinian Journalists", *Associated Press*, 6 août 2004 et Stephanie Gutmann, op. cit., pp. 256-257.

expliquées, peuvent conduire à la diffusion de photographies et de vidéos catastrophiques pour l'image d'Israël. L'affaire des tunnels reliant la bande de Gaza à l'Égypte et servant, entre autres, au trafic d'armes et d'explosifs est à cet égard éloquent.

Pour mettre fin à ces trafics, *Tsahal* se lance dans une chasse aux tunnels. Dès que l'entrée d'un tunnel est repérée, l'armée la fait exploser. Quand le tunnel aboutit en plein air, cela ne pose guère de problème. La tâche se complique lorsque les trafiquants font aboutir les tunnels à l'intérieur même de maisons occupées par des civils. Dans ce cas, la méthode appliquée par l'armée ne varie guère. Quand les services de renseignement désignent une maison supposée abriter un tunnel, l'armée s'y rend. Si les indications données se confirment, les soldats font évacuer les civils et font sauter, non seulement l'entrée du tunnel, mais aussi la maison. Les journalistes n'accompagnant pas – pour des raisons de sécurité – les militaires à l'intérieur des maisons, les images produites par de telles opérations sont souvent celles de civils palestiniens fouillant dans les décombres de leur maison pour retrouver quelques effets personnels.

Pour contrer l'impact négatif de telles images, *Dover Tsahal* envoie des photographes et des cameramen avec les unités chargées de mener ces missions. *Dover Tsahal* est composé d'environ trois cents personnes²² dont une grande majorité de conscrits. A la fin du mois d'avril 2003, l'un d'entre eux est abattu par un *sniper* palestinien. Le général Ruth Yaron, qui dirige alors le service de communication de l'armée israélienne, résume le sentiment qui prévalait à ce moment-là par une question : « *Quel prix est-on prêt à payer pour une image ?* »²³.

Pour éviter qu'un nouvel incident de ce type ne se produise, *Tsahal* adopte deux mesures : 1) renforcer l'entraînement et la protection des soldats spécialisés dans la communication ; 2) pour les opérations trop dangereuses, favoriser le recours aux *combat camera crews*. Le principe des *combat camera crews* consiste à confier à des combattants une mini-caméra et à leur demander de filmer leur mission. Les combattants en question n'appartiennent pas à *Dover Tsahal*. Au départ, les images rapportées par les combattants n'étaient pas forcément exploitables. L'armée israélienne a donc

22. Chiffre communiqué par Ruth Yaron. Entretien réalisé à Jérusalem le 30 mars 2008.

23. Entretien avec Ruth Yaron, réalisé à Jérusalem le 30 mars 2008.

mis en place une formation accélérée en insistant sur les éléments utiles en termes de communication (filmer, par exemple, l'entrée des tunnels, les caches d'armes, etc.). Aujourd'hui, environ quarante soldats ayant suivi cette formation sont retournés au sein de leur unité combattante²⁴.

Deux affaires embarrassantes

En septembre 2004, un sondage révèle que seuls 19 % des Israéliens croient les déclarations provenant de l'armée²⁵. Deux affaires successives viennent nuire un peu plus à la crédibilité des communicants de *Tsahal*. La première pourrait être appelée « l'affaire du brancard ». Elle illustre le danger qui existe, en matière de communication, à affirmer quelque chose dont on n'est en réalité pas sûr. En l'occurrence, l'UNRWA, l'organisme des Nations Unies en charge des réfugiés, est accusé de laisser les groupes armés palestiniens utiliser des ambulances pour transporter des armes. Ce n'est pas la première fois que de telles allégations sont lancées mais cette fois, l'armée israélienne affirme disposer d'une vidéo prouvant qu'une roquette *Qassam* a bien été chargée dans une ambulance.

Lorsque Peter Hansen, responsable de l'UNRWA découvre la vidéo en question, il est estomaqué. Les images, tournées par un drone, sont de piètre qualité et il paraît impossible de distinguer précisément l'objet que les ambulanciers chargent dans leur véhicule. Pour Peter Hansen, il est plus vraisemblable que cet objet soit tout simplement un brancard. Il publie un communiqué indigné : « [...] de telles fausses allégations peuvent induire un comportement plus agressif des Israéliens à l'égard des Nations Unies en général et du personnel humanitaire onusien en particulier. Cela pourrait en conséquence accroître les risques auxquels le personnel de l'Onu est confronté dans cette zone de violents conflits »²⁶. Le 4 octobre 2004, le même Peter Hansen adresse une lettre de protestation au ministre israélien des Affaires étrangères. Il dénonce la « propagande malicieuse » d'Israël et demande des excuses²⁷. Le soir même, des officiels israéliens reconnaissent que l'objet filmé n'était peut-être

24. Chiffre communiqué par Miri Regev. Entretien réalisé à Tel Aviv le 2 avril 2008.

25. O'Sullivan Arie, "The Thankless Task of the IDF Spokesman. Ruth Yaron Steps down, Warning Her Successor It Won't Be a 'Rose Garden'", *The Jerusalem Post*, 2 juin 2005.

26. "Response by Commissioner-General Peter Hansen to Allegations Regarding Misuse of a UN Vehicle", *UNRWA Press Release*, 2 octobre 2004.

27. "Israel's 'Malicious Propaganda' Endangers UN Staff", *UNRWA Press Release*, 4 octobre 2004.

pas une roquette *Qassam*. Il pourrait s'agir d'un lance-roquettes anti-chars et il est de surcroît « impossible de jurer » que ce n'est pas un brancard²⁸. La vidéo litigieuse, qui avait été mise en ligne sur le site des forces armées israéliennes, est finalement retirée²⁹. Et Aluf Benn, journaliste à *Haaretz*, de conclure : « *Après cette erreur, y aura-t-il quelqu'un pour croire les « preuves photographiques » d'Israël contre les Palestiniens – ou les Syriens ou les Iraniens ?* »³⁰.

La deuxième affaire éclate un mois plus tard et illustre l'impact que peuvent avoir des fuites au plus haut niveau de l'armée. A l'heure du téléphone portable, les journalistes ont un accès aisé aux soldats qui se trouvent sur le terrain. Les officiers peuvent être contactés directement par des journalistes, sans que *Dover Tsahal* soit nécessairement au courant. C'est ce qui s'est vraisemblablement passé au cours de l'opération « Jours de pénitence », une incursion terrestre d'une quinzaine de jours menée par l'armée israélienne dans la région de Beit Hanoun et du camp de réfugiés de Jabalya. Plusieurs jours avant la fin officielle des opérations, la presse fait état de critiques émanant d'officiers présents dans la bande de Gaza à l'égard du chef d'état-major des armées et du Premier ministre. Les officiers estiment que l'opération n'a que trop duré et devrait être arrêtée³¹.

Furieux, le chef d'état-major des armées, Moshe Yaalon, ordonne une enquête. Quinze officiers sont auditionnés et passés au détecteur de mensonges³². Un jeune général prometteur, Shmuel Zakaï, échoue au détecteur de mensonges. Zakaï, commandant la division en charge de la zone de Gaza, se retrouve contraint à la démission³³. La chasse aux sorcières ayant conduit à cette démission provoque des remous. Alex Fishman affirme dans *Yediot Aharonot* : « *Si des officiers supérieurs devaient démissionner à chaque fuite, la moitié du commandement des forces armées aurait dû partir* »³⁴. Sur le site de *Yediot Aharonot*, plusieurs internautes se présentant comme des soldats ayant servi sous les ordres de Shmuel Zakaï s'émeuvent du départ de

28. Harel Amos, "Spinning Past the Point", *Haaretz*, 5 octobre 2004.

29. Harel Amos, "Stretcher Case", *Haaretz*, 7 octobre 2004.

30. Benn Aluf, "How Israel Created Another PR Disaster", *Haaretz*, 6 octobre 2004.

31. "Senior Israeli Commander Resigns Following Leaks to Media", *Associated Press Newswires*, 4 novembre 2004 et "Sealing leaks", *The Jerusalem Post*, 11 novembre 2004.

32. Entretien avec un ancien attaché de défense à Tel Aviv, 30 janvier 2008 et Arieh O'Sullivan et Nina Gilbert, "Mofaz: No More Polygraphs in IDF" *The Jerusalem Post*, 10 novembre 2004.

33. Pfeffer Anshell, "Behind the Lines", *The Jerusalem Post*, 12 novembre 2004.

34. Alex Fishman est cité par Anshell Pfeffer, "Behind the lines", *The Jerusalem Post*, 12 novembre 2004.

leur ancien chef³⁵. L'affaire se conclut par une intervention du ministre de la défense, Shaul Mofaz, qui suspend la pratique du détecteur de mensonges jusqu'à l'adoption d'une nouvelle procédure de contrôle³⁶.

Si certains mettent en avant des inimitiés personnelles pour expliquer le sort particulier réservé à Shmuel Zakaï, d'autres insistent sur la volonté du chef d'état-major des armées d'appliquer une sanction exemplaire afin de mettre fin aux fuites. D'après les témoignages recueillis, l'affaire Zakaï n'a pas permis de mettre un terme aux échanges téléphoniques informels entre officiers et journalistes. Selon le « correspondant défense » d'une chaîne de télévision israélienne, il serait illusoire de vouloir fermer hermétiquement *Tsahal* : « *Chacun a un frère ou un cousin dans l'armée. Il est impossible d'empêcher un journaliste de parler à son frère ou à son cousin* »³⁷.

Le désengagement de Gaza : une réussite en matière de communication

Dans les mois suivant l'affaire Zakaï, Moshé Yaalon est remplacé par Dan Halutz. Ce dernier n'est pas connu pour être un grand communicant. En juillet 2002, l'armée de l'air israélienne – dont Dan Halutz est alors le chef d'état-major – bombarde la maison de Salah Shehadeh, chef militaire du *Hamas*. Dans le bombardement, 14 autres personnes sont tuées dont plusieurs enfants. Interviewé par *Haaretz* et répondant à la question : « Que ressentez-vous quand vous larguez une bombe ? », Dan Halutz répond : « *Une légère secousse dans l'aile, ça passe après une seconde* »³⁸. Ces déclarations provoquent des remous en Israël : plusieurs personnalités exigent des excuses du général puis, deux ans plus tard, des organisations de défense des droits de l'homme, déposent une plainte pour tenter (en vain) de bloquer la progression hiérarchique de Dan Halutz³⁹. En outre, la coopération entre le nouveau chef d'état-major des armées et Ruth Yaron, porte-parole de *Tsahal*, paraît difficilement envisageable. Celle-ci révèle en effet le 6 mars 2005, lors d'une conférence donnée au

35. O'Sullivan Arieh, "Gaza Division Commander Resigns", *The Jerusalem Post*, 5 novembre 2004.

36. O'Sullivan Arieh et Gilbert Nina, "Mofaz: No more polygraphs in IDF", *The Jerusalem Post*, 10 novembre 2004.

37. Entretien téléphonique réalisé le 28 février 2008.

38. Levy-Barzilai Vered, "The High and the Mighty", *Haaretz*, 21 août 2002. La phrase en question se trouve dans le complément de l'article qui a pour titre: "The High and the Mighty Cont."

39. Yoaz Yuval, "Halutz Battles in Court for His New IDF Post", *Haaretz*, 29 décembre 2004.

Centre interdisciplinaire de Herzliya, avoir hésité à démissionner⁴⁰ après la mort de plusieurs civils palestiniens en octobre 2003 à la suite d'une opération aérienne israélienne⁴¹. A l'époque, Dan Halutz – alors chef d'état-major de l'armée de l'Air – lui aurait transmis de fausses informations qu'elle aurait répercutées dans les médias en toute bonne foi.

Au printemps 2005, Ruth Yaron est remplacée au poste de porte-parole des armées par Miri Regev. Alors que Ruth Yaron avait fait carrière dans la diplomatie avant de rejoindre l'équipe du *National Security College* puis *Dover Tsahal*⁴², Miri Regev, était, quant à elle, chargée de la censure au sein des armées avant de devenir porte-parole⁴³. Ce changement de profil ne rassure pas les journalistes qui craignent la mise en place de certaines restrictions à la liberté de la presse. Dans les faits, les craintes des professionnels des médias s'évaporent rapidement⁴⁴.

Malgré le scepticisme de certains spécialistes des relations publiques qui redoutent que le désengagement de la bande de Gaza ne tourne au fiasco médiatique⁴⁵, l'opération se déroule bien, tant au niveau opérationnel que sur le plan de la communication. Miri Regev opte pour une politique de relative ouverture aux médias. Face aux réticences d'une partie de l'état-major des armées, il faut attendre le 30 juin 2005 pour que la politique d'ouverture soit entérinée. Ce jour-là a lieu l'évacuation de l'hôtel de Neve Dekalim où se trouvent des opposants au désengagement. L'opération est jugée dangereuse et les journalistes encadrés par *Dover Tsahal* sont maintenus à l'écart jusqu'à ce que la situation s'apaise quelque peu. Quand *Dover Tsahal* reçoit le feu vert pour conduire les journalistes sur la zone, les bus chargés de transporter les journalistes se retrouvent coincés par des manifestants. Si bien que quand les reporters finissent par arriver sur place, l'évacuation est terminée. Seuls les journalistes qui avaient refusé d'être encadrés par des officiers de presse et qui se trouvaient

40. "IDF Spokeswoman: I Thought of Resigning After Dan Halutz Gave me False Information", www.news-israel.net, 8 mars 2005.

41. Ephron Dan et Ghazali Saïd, "Troops Raid Ramallah ; 7 More Hurt", *The Boston Globe*, 22 octobre 2003.

42. Benn Aluf, "Image-Maker for the IDF", *Haaretz*, 12 juin 2002.

43. O'Sullivan Arie, "Colonel Miri Regev to Be Chief Censor", *The Jerusalem Post*, 7 janvier 2004.

44. Entretien avec un journaliste israélien réalisé à Paris le 7 février 2008.

45. Leyden Joel, "Israel Defense Forces PR Lacks Professionals for Gaza Disengagement", *Israel News Agency*, 21 août 2005.

déjà à proximité de l'hôtel ont réussi à filmer l'évacuation. Les journaux télévisés du soir, au lieu de parler de l'évacuation réussie de l'hôtel, mettent l'accent sur les tensions entre médias et militaires. Miri Regev tire de cette expérience une « *conclusion fondamentale* : [...] *des médias frustrés et en colère sont de mauvais médias. Le fait est que les reporters qui étaient entrés dans l'hôtel illégalement n'ont pas interféré avec les forces exécutant leur mission. Ce qui tend à prouver que les peurs relatives à la présence des médias étaient exagérées* »⁴⁶.

La suite du désengagement se déroule convenablement. Policiers et militaires sont *briefés* sur les répercussions médiatiques que pourrait avoir un geste déplacé. Un centre de presse est mis en place. Le transport des reporters est facilité et les journalistes se voient offrir la possibilité de filmer aussi bien du côté des forces de l'ordre que du point de vue des familles évacuées, si celles-ci sont d'accord. Quelques restrictions sont toutefois imposées comme l'impossibilité de se déplacer librement entre les différentes implantations ou l'interdiction de rentrer temporairement dans certaines zones jugées particulièrement dangereuses⁴⁷.

Au final, aussi bien les militaires que les journalistes jugent positivement les rapports médias/armée ayant prévalu au cours du désengagement. Miri Regev s'enthousiasme : « *Tsahal n'avait pas eu une couverture médiatique comme celle-là depuis 1967* ». Quant à Charles Enderlin, il raconte qu'il a fait une demande pour réaliser un entretien avec un psychologue de *Tsahal*. En moins de quatre heures, sa demande était satisfaite. Il conclut : « *je n'ai jamais vu le bureau du porte-parole de l'armée fonctionner aussi bien. Si quelqu'un a planifié cela pour changer l'image de Tsahal dans les médias internationaux, c'était un succès* »⁴⁸. *A posteriori*, un journaliste israélien, spécialiste des problématiques de défense tempère : « *C'est vrai que le désengagement a été un succès. C'était une opération de grande ampleur mais ce n'était pas la guerre. La véritable épreuve du feu, c'est la guerre* »⁴⁹. Moins d'un an après la fin du retrait de la bande de Gaza, Israël se retrouve, précisément, en guerre.

46. Goodman Hirsh, "The Disengagement And Israel's Media Strategy", *Jaffee Center for Strategic Studies*, Strategic Assessment, vol. 8, n° 3, novembre 2005.

47. Ibidem.

48. Balint Anat, "At the IDF Spokesman's Office, Trial by Fire, Lessons in Openness", *Haaretz* 28 août 2005.

49. Entretien téléphonique, réalisé le 28 février 2008.

L'échec du Liban

La stratégie de communication est censée découler de la stratégie générale. Or, pendant la guerre de l'été 2006, la stratégie générale est pour le moins absconse, ce qui ne facilite pas la tâche des communicants. Les déclarations des responsables politiques au sujet des objectifs recherchés fluctuent selon les personnes et évoluent au gré des jours. Il s'agit tantôt de libérer les soldats enlevés par le *Hezbollah* et de faire cesser les tirs de roquettes, tantôt d'éradiquer purement et simplement le parti de Dieu⁵⁰. Il semblerait qu'Ehud Olmert ait attendu la première semaine du mois d'août 2006 – soit deux semaines après le début de la guerre – pour organiser une réunion de coordination entre les porte-parole du bureau du Premier ministre, du ministère des Affaires étrangères et des forces armées⁵¹. Ces porte-parole essayaient déjà de se coordonner avant cette réunion⁵² mais il manquait un chef pour répartir précisément les tâches et unifier le message. Comme le résume Meron Medzini, ancien responsable du GPO, la communication doit être uniforme, mais elle ne peut pas l'être si des divergences nettes apparaissent publiquement, tant au niveau des responsables politiques qu'à celui des chefs militaires. Et de rappeler les dissonances qui se développent, dès le quatrième jour de la guerre, entre Tzipi Livni et Ehud Olmert et l'opposition croissante entre Dan Haloutz et le général commandant la zone nord, Udi Adam⁵³.

Dans cette situation confuse, les officiers de presse occupent l'espace médiatique – de manière trop importante au goût de certains observateurs. En pleine guerre, le présentateur de la deuxième chaîne de télévision, Amnon Abramovitch, reproche ainsi à Miri Regev d'empiéter sur les prérogatives des civils. Miri Regev répond que les téléspectateurs sont rassurés quand ils voient des officiers supérieurs à la télévision. Relatant cet échange, Anshel Pfeffer du *Jerusalem Post* précise : « *Ce que Regev ne dit pas, c'est que l'armée sent qu'il*

-
50. Voir par exemple Zev Furst, "The Second Lebanon War : Military Strategy and the Battle for Public Opinion", *The Israel Journal of Foreign Affairs*, vol. 1, n° 2, 2007. Voir également: Gideon Alon, "Ex-IDF chief : Lebanon War Was Fought Without Clear Objective", *Haaretz*, 16 janvier 2007.
51. Benn Aluf, "PM Meets with Spokespeople to Sharpen PR Message", *Haaretz*, 7 août 2006.
52. Hoffman Gil, "Israel Calls up Media 'Reserves' to Get Its Message to the World", *The Jerusalem Post*, 17 juillet 2006.
53. Medzini Meron, "Hasbara in the Second Lebanon War : a Rebuttal", *The Israel Journal of Foreign Affairs*, vol. 1, n° 3, 2007. Sur les désaccords au sein de l'armée, voir notamment l'interview de Shimon Naveh réalisée par Matt Matthews le 1^{er} novembre 2007 et publiée par le Combat Studies Institute de Fort Leavenworth, Kansas.

y a un vide du côté des politiques et en particulier du Premier ministre, Ehoud Olmert, et du ministre de la défense, Amir Peretz, qui désertent le front des relations publiques »⁵⁴. Le reproche opposé – celui de ne pas être assez présente dans les médias – est également fait, par d'autres, à Miri Regev. En l'occurrence, les critiques ont trait à son manque de présence sur les télévisions étrangères, en particulier après le bombardement de Qana. En cause : le fait que la responsable de la communication des armées ne parle pas suffisamment bien l'anglais pour pouvoir s'exprimer dans les médias anglo-saxons⁵⁵.

Les communicants – à l'instar de Miri Regev – ne sont pas les seuls à être critiqués. Les journalistes – en particulier israéliens – essuient également un certain nombre de critiques. Les reproches les plus graves ont trait à la sécurité. Il ne s'agit pas là de sécurité opérationnelle car très peu de journalistes sont réellement immergés au sein d'unités combattantes pendant le conflit. La sécurité dont il est question ici est celle des civils israéliens visés par les roquettes. Les reportages diffusés en direct depuis les zones d'impact de roquettes permettraient en effet au *Hezbollah* d'ajuster ses tirs, accusations rejetées notamment par Ze'ev Schiff – un des journalistes de défense les plus connus en Israël – dans un article publié quelques semaines avant sa mort⁵⁶.

Les journalistes israéliens sont également taxés d'opportunisme. Ils sont accusés de soutenir fermement la guerre dans les premiers jours puis de faire feu de tout bois contre les militaires et le gouvernement au fur et à mesure du développement du conflit. Les médias font d'ailleurs leur *mea culpa* à ce sujet. Un éditorial de *Haaretz* contient par exemple la phrase suivante : « *S'il faut relever une défaillance des médias, c'est de ne pas avoir été suffisamment critiques pendant la première semaine de la guerre* »⁵⁷. Quant à Amnon Lévy, de *Yediot Aharonot*, il emploie des termes plus durs : « *Comme le troupeau suit aveuglément le berger, la presse israélienne a accompagné nos représentants politiques dans leur aveuglement. On peut compter sur les doigts d'une main les éditorialistes qui ont*

54. Pfeffer Anshel, "Fighting under the Media Glare", *The Jerusalem Post*, 28 juillet 2006.

55. Asa-El Amotz, "The IDF's PR : What Went Wrong ?", *The Jerusalem Post*, 15 février 2007.

56. Schiff Ze'ev, "The Scoop Is All", *Haaretz*, 28 avril 2007.

57. "The Media Is Not to Blame", *Haaretz*, 20 avril 2007.

osé s'opposer à la guerre. La majorité écrasante des journalistes israéliens a préféré renoncer à son rôle de « chiens de garde ». Plutôt qu'aboyer, ils ont préféré demander du sucre »⁵⁸.

Autre catégorie de personnes sujettes à critiques : les militaires responsables de fuites. Un journaliste de *Haaretz* résume l'ampleur du phénomène pendant le conflit de 2006 par cette formule cinglante : « Chaque correspondant militaire a ses généraux »⁵⁹, ce qui signifie, en clair, que certains journalistes bien introduits appellent quotidiennement des officiers supérieurs et généraux sur leur téléphone portable et que ces officiers ne se privent pas de répondre aux questions qui leur sont posées. Voulant connaître l'étendue des fuites, Dan Haloutz ordonne, après le conflit, le lancement d'une enquête. Les relevés téléphoniques des officiers sont passés au peigne fin et le détecteur de mensonges est à nouveau utilisé⁶⁰. Le bilan est étonnant : il apparaît que 460 officiers ont parlé – sans autorisation – avec des reporters durant les 33 jours de guerre⁶¹.

Un exemple permet d'illustrer la rapidité des fuites pendant le conflit de 2006, celui de l'attaque contre la corvette Hanit, le 14 juillet. Ce jour-là, un navire israélien est touché par un missile du *Hezbollah*, au large de Beyrouth. Quatre marins sont tués. Miri Regev, la porte-parole de *Tsahal*, se trouve en conférence de presse avec le chef d'état-major quand survient l'événement. Elle reçoit un SMS d'un journaliste de télévision qui souhaite lui parler immédiatement⁶². Miri Regev finit par le contacter. Le journaliste veut obtenir des précisions sur l'attaque qui vient d'avoir lieu contre le navire. La porte-parole de *Tsahal* est bien incapable d'en donner puisque le journaliste vient en réalité de lui apprendre l'incident. Miri Regev transmet immédiatement l'information à Dan Haloutz qui, lui non plus, n'était pas au courant. Par la suite, Miri Regev a cherché à savoir comment un journaliste - qui n'avait pas assisté directement à l'événement - avait pu apprendre l'attaque avant même le chef d'état-major. La réponse est très simple : plusieurs marins qui se trouvaient sur la corvette ont

58. Lévy Amnon, « La trahison des médias », *Yediot Aharonot*, article traduit dans *Courrier International*, 10 mai 2007.

59. Entretien avec un journaliste de *Haaretz* réalisé à Jaffa le 17 mars 2008.

60. Harel Amos, "IDF Officers to Get Polygraphs Over War Leaks", *Haaretz*, 22 octobre 2006.

61. Harel Amos, "Chief IDF Lawyers Orders Probe into Possible Leaks during Lebanon War", *Haaretz*, 19 octobre 2006.

62. Entretien réalisé avec Miri Regev à Tel Aviv le 2 avril 2008.

appelé, avec leur téléphone portable, leur famille et leurs amis pour leur dire qu'une explosion venait d'avoir lieu et qu'ils étaient sains et saufs. Une des personnes prévenues a ensuite appelé le journaliste.

Si un téléphone portable peut servir à rassurer sa famille ou ses amis, il peut également être utilisé pour prendre des photos. Plusieurs photos et vidéos tournées pendant la guerre de 2006 se retrouvent en ligne alors même, pour certaines, que le conflit n'est pas encore terminé. Soit ces images sont mises directement sur Internet par des soldats rentrés du théâtre soit elles sont transmises par téléphone portable à des proches qui les diffusent ensuite sur le *web*. Le support de diffusion le plus courant pour les vidéos est, en Israël aussi, *YouTube*. Certaines vidéos montrant des dysfonctionnements patents – soldats mal équipés ou non ravitaillés, unités recevant des ordres puis des contre-ordres, etc. – sont reprises par les médias traditionnels, en Israël mais aussi à l'étranger.

Les photos sont, quant à elles, diffusées sur d'autres sites. *Facebook*, en particulier, devient très populaire en Israël dans les mois qui suivent la guerre au Liban. Comme tout phénomène de mode, il se répand très rapidement chez les jeunes, notamment chez les conscrits. En se connectant au « réseau Israël » de *Facebook*, chaque internaute peut avoir accès aux pages de centaines de soldats et à des milliers de photos. Quasiment chaque unité de *Tsahal* possède un groupe sur *Facebook*. Ceci vaut même pour les unités d'élite, la *Sayeret Matkal* ou la *Sayeret Golani* possédant par exemple chacune un groupe. Lors d'un entretien avec un ancien soldat de 23 ans, ce dernier insiste pour faire une démonstration de *Facebook*. Il se rend sur la page du groupe de son unité – une unité de chars composée d'une soixantaine de personnes. Le groupe *Facebook* en question – qui rassemble à la fois des anciens de l'unité et des membres actuels – compte quant à lui 43 membres. En somme, on peut estimer que 30 à 50 % des soldats ayant appartenu à cette unité au cours des cinq dernières années font partie du groupe *Facebook*.

D'après l'ancien soldat cité précédemment, aucune consigne ne lui a jamais été donnée à propos de *Facebook* et, plus largement, des limites à ne pas franchir sur les *blogs* et autres sites Internet⁶³.

63. L'entretien avec cet ancien soldat a eu lieu en février 2008. En avril de la même année, plusieurs articles ont été publiés dans la presse israélienne annonçant de prochaines mesures restrictives

Est-ce à dire que les organes de communication des armées ne se préoccupent pas de ce phénomène ? Du côté de la censure militaire, Internet n'est clairement pas une priorité. Le colonel Sima Vaknin-Gil déclare ainsi : « D'une manière générale, ce qu'il y a sur les blogs ne m'intéresse pas. Le principal avantage d'Internet est aussi son principal inconvénient et il est très difficile pour un officier de renseignement de voir ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas. Ainsi, en tant que censeur, je me concentre sur les médias qui ont une plus grande crédibilité »⁶⁴. Du côté de *Dover Tsahal*, dont le rôle n'est pas de censurer mais de promouvoir l'image des armées, un indice au moins laisse penser que *Facebook* est pris plus au sérieux : Avichay Adraee, la personne en charge des médias arabophones au sein de *Dover Tsahal*, possède un profil sur *Facebook*. La photo choisie pour illustrer son profil le représente en uniforme, devant un drapeau israélien. Il arrive, dit-il, que des téléspectateurs du monde arabe le contactent via *Facebook* après certaines de ses interventions⁶⁵. Selon un ancien membre de *Dover Tsahal* qui dirige maintenant un média électronique, la présence d'Avichay Adraee relève probablement d'une initiative personnelle mais il confirme toutefois, au cours d'un entretien réalisé au printemps 2008, qu'une stratégie existe à l'égard d'Internet, sans en dire davantage⁶⁶.

« Plomb durci » et les leçons de 2006

Ce n'est qu'au cours de l'opération « *Plomb durci* » que la stratégie de communication de *Tsahal* sur Internet est dévoilée. Le commandant Avital Leibovich n'hésite pas à affirmer que « la blogosphère et les nouveaux médias sont une autre zone de guerre »⁶⁷. *Dover Tsahal* ouvre sa chaîne sur *YouTube* afin de pouvoir « poster » des vidéos des opérations menées dans la bande de Gaza et crée son propre blog en anglais⁶⁸. Ce dernier ne fonctionne toutefois pas comme un blog classique dans la mesure où les commentaires y sont proscrits. La dimension « collaborative » du *web* 2.0 n'est pas au cœur de la stratégie Internet de *Tsahal*, l'armée israélienne se servant davantage du *web*

concernant l'utilisation de Facebook par les militaires israéliens. Voir par exemple : Amir Mizroch, "Classified IDF Information on Facebook", *The Jerusalem Post*, 13 avril 2008.

64. Noiman Nir et Peri Naama, "The Secrets of Sima. Part One", *Bamahane*, février 2008.

65. Stoil Rebecca Anna, "The IDF's 'Arabic Voice' Fights Alone on the Media Battlefield ; Army Spokesman Avichay Adraee: 'Not Everybody Is Al- Jazeera'", *The Jerusalem Post*, 4 mars 2008.

66. Entretien avec un ancien membre de *Dover Tsahal*, réalisé à Jérusalem le 13 mars 2008.

67. Socol Max, "IDF Launches YouTube Channel", *The Jerusalem Post*, 30 décembre 2009.

68. <http://idfspokesperson.com> consulté le 8 janvier 2009.

pour diffuser unilatéralement un message que pour dialoguer avec les internautes. L'idée de dialogue est en revanche centrale dans une initiative du ministère des Affaires étrangères israélien qui organise, dès les premiers jours du conflit, une sorte de conférence de presse virtuelle sur *Twitter*⁶⁹ au cours de laquelle un diplomate du consulat général d'Israël à New York répond aux questions des internautes⁷⁰.

Outre leur utilisation plus importante d'Internet, les dirigeants et les communicants israéliens semblent avoir tiré au moins quatre leçons de la guerre de 2006.

La première n'est pas uniquement liée à la question de la communication et a trait à la présence d'un chef. Contrairement à 2006, l'ordre règne davantage dans la classe politique et le ministre de la défense – ancien chef d'état-major et ancien Premier ministre –, Ehoud Barak, rassure la population israélienne qui soutient massivement l'opération jusqu'à son terme. Les Israéliens accordent également une bien plus grande confiance à Gabi Ashkenazi qu'à son prédécesseur Dan Haloutz⁷¹. Un point commun entre Ehoud Barak et Gabi Ashkenazi est qu'ils sont considérés par les journalistes israéliens comme peu bavards et que leurs interventions publiques sont effectivement limitées. Autrement dit, un chef militaire peut susciter l'adhésion de sa population sans passer son temps à communiquer et à justifier les actions menées.

La deuxième leçon a trait aux différents porte-parole – essentiellement ceux de l'armée, du ministère de la défense, du Premier ministre et du ministère des Affaires étrangères – qui, cette fois-ci, se sont beaucoup mieux coordonnés. La coordination est en partie imputable à la nouvelle Direction nationale de l'information, chargée de remédier au manque d'unité de la communication institutionnelle mise en avant, notamment, dans le rapport de la commission Winograd⁷².

69. Sur le fonctionnement de Twitter, voir Will Leitch, "How Tweet It Is", *New York Magazine*, 8 février 2009.

70. Meurisse François, « Israéliens et Palestiniens engagent la bataille du web », *Libération*, 2 janvier 2009.

71. "War and Peace Index. 76% Oppose Truce without Shalit", *Yediot Aharonot*, 1er janvier 2009, <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3653393,00.html> consulté le 8 janvier 2009.

72. Sur le National Information Directorate, voir notamment : ministère israélien des Affaires étrangères, « Cabinet Communiqué », 8 juillet 2007. Voir aussi Haviv Rettig Gur, "Coordination is Putting Israel Ahead in the Media War", *The Jerusalem Post*, 30 décembre 2008.

La troisième leçon relève du degré d'ouverture du champ de bataille aux journalistes. La guerre de 2006 a été l'une des plus ouvertes à la presse. Celle de 2008-2009 est, à l'inverse, une des plus fermées. Les reporters stationnés à l'extérieur de la bande de Gaza ne sont pratiquement pas autorisés à y pénétrer. Les images filmées à l'intérieur du territoire palestinien proviennent de trois sources : l'armée israélienne, les habitants de la bande de Gaza qui diffusent par exemple des images sur leurs blogs et les journalistes palestiniens – qui se trouvaient déjà dans la bande de Gaza avant le début des hostilités – travaillant pour des grands médias internationaux. L'interdiction faite aux journalistes de pénétrer dans la bande de Gaza provoque de fortes protestations de leur part et nuit à l'image « démocratique » d'Israël. Néanmoins, les communicants israéliens semblent désormais considérer le *black-out* partiel comme la moins mauvaise des solutions en cas de guerre « au milieu des populations ». En d'autres termes, le « *syndrome de Jénine* » pourrait être moins dommageable que celui de Qana.

Enfin, la quatrième leçon est liée à l'usage des téléphones mobiles qui sont tout simplement proscrits pour éviter les fuites⁷³. Cette mesure s'avère, semble-t-il, efficace puisque, contrairement à la guerre de 2006, les officiers israéliens ne sont pas en mesure, durant l'opération « *Plomb durci* », de parler régulièrement aux journalistes.

CONCLUSION

La communication institutionnelle israélienne a en définitive beaucoup évolué depuis la deuxième *Intifada*. Après l'échec partiel de la guerre de 2006, la communication a été prise plus au sérieux et des changements importants ont été entrepris.

Ces changements semblent avoir permis à l'armée israélienne de disposer de quelques jours supplémentaires avant que la mobilisation internationale ne prenne de l'ampleur. Néanmoins, lorsque le bilan d'une opération dépasse largement le millier de morts d'un côté alors qu'il atteint à peine la quinzaine de l'autre, même les meilleurs communicants ne peuvent réussir à empêcher que le « fort » soit mis en cause pour son usage « disproportionné » de la force et que le faible ne retourne sa défaite militaire en une

73. Steven Erlanger, "For Israel, 2006 Lessons but Old Pitfalls", *The New York Times*, 7 janvier 2009.

victoire politique. A moins que la rhétorique sur la « disproportion »⁷⁴ des frappes israéliennes et l'ampleur des destructions ne contribuent à renforcer la capacité de dissuasion de l'État hébreu. Quelques jours après le retrait des forces terrestres israéliennes de la bande de Gaza, le Premier ministre, Ehoud Olmert, a d'ailleurs menacé de riposter de manière « disproportionnée » si les tirs de roquettes en provenance du territoire palestinien ne cessaient pas⁷⁵.

Quoi qu'il en soit, la guerre de janvier 2009 a prouvé que les F-16 ne suffisent pas à faire passer un message. Dans les conflits actuels, les médias sont un outil essentiel pour atteindre les « cœurs et les esprits », même dans une perspective de dissuasion.

Marc Hecker et Thomas Rid

74. Sur les origines de la stratégie israélienne de « riposte disproportionnée », voir Samy Cohen, op. cit., pp. 53-58.

75. Jeffrey Heller, "Israel Vows Disproportionate Response to Rockets", *Reuters*, 1^{er} février 2009.